

L'environnement est de retour sur l'agenda



Les questions environnementales ont été très importantes dans la lutte du pays pour la démocratie. Aujourd'hui, après des années d'apathie croissante, de plus en plus de personnes sont impliquées dans les questions environnementales. L'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM) sur le marché et les différentes défaillances dans la mise en place du programme NATURA 2000 pour la conservation des espaces naturels sont devenus deux des principaux défis que le pays doit relever. Pour mettre en marche un développement durable le Gouvernement devra protéger l'environnement et satisfaire les besoins d'énergie et d'infrastructure du pays.

Ecoforum for Sustainable Development
Bulgarian Gender Research Foundation
Vladimir Gorbuinov

On pourrait dire qu'en Bulgarie le processus de transition vers la démocratie a démarré avec les mots suivants « au commencement, il y eut l'écologie ». L'environnement a été la question qui a le plus mobilisé les bulgares pendant les années 1980. Son rôle fondamental dans la lutte civile du pays a commencé avec ce qui semblait être un problème plutôt local : la pollution de l'air dans la ville frontalière de Roussé, causée par les émissions d'une usine de produits chimiques de la ville roumaine de Giurgiu.

La « commission civile pour la protection environnementale de Roussé » a été la première grande organisation dissidente du pays depuis l'instauration du régime communiste. Pour la première fois en quarante ans, les citoyens ordinaires se sont unis à quelques intellectuels et même à des membres de la direction du Parti communiste de Bulgarie (PCB) dans une mobilisation indépendante.

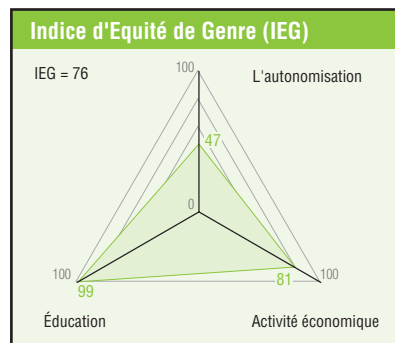
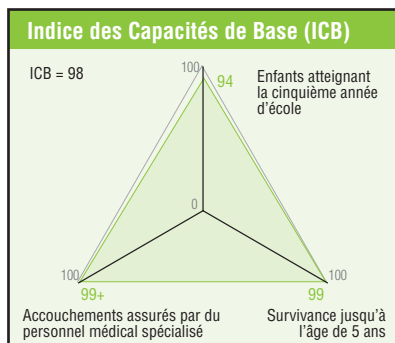
Cette campagne a donné à la transition bulgare une forte sensibilité écologiste ; le sujet principal de ce que l'on a nommé le « grand changement » a précisément été l'air que nous respirons. Le mouvement écologiste est aussi devenu un catalyseur de la prolifération de partis et de mouvements verts.

Malheureusement, après les changements démocratiques de 1989, les « vieux » dissidents ont été mis en marge. Les gens s'inquiétaient davantage du prix du pain que de la pureté de l'environnement. Ce changement de l'intérêt public s'est vu dans les résultats électoraux.

L'environnement de retour sur l'agenda

C'est seulement maintenant, après des années d'absence, que l'écologie réapparaît dans la conscience du public. Cette fois l'attention initiale s'est focalisée sur la législation concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM). Comme à Roussé, les parents sont en train de prendre le leadership, dans ce cas pour s'assurer que leurs enfants ne se nourrissent pas d'aliments génétiquement modifiés.

Une loi qui flexibilise la production et la vente d'OGM a franchi la première étape parlementaire en janvier 2010. Ce projet de loi remplace l'interdiction générale des produits OGM par une autorisation générale, mais il établit que leur sortie environne-



mentale sur le marché dépend de l'approbation du ministre de l'Environnement et de l'eau, qui devrait débattre cette question avec un panel de 15 scientifiques. Moins d'une semaine après, le 28 février, des milliers de bulgares ont participé à une manifestation en face de la cathédrale Alexandre Nevski sous la consigne « Pour une Bulgarie sans OGM. Maintenir la propreté de notre terre et protéger la santé de nos enfants. » Aux parents promoteurs de cette initiative se sont joints des producteurs organiques et traditionnels, des apiculteurs, des scientifiques et des écologistes. Cependant, les premiers jours de mars la loi sur les OGM a été approuvée ainsi que plusieurs amendements nuisibles à l'environnement.

Le 13 mars 2010 des dizaines de femmes réunies sur le forum Internet « grande maman » ont exigé la démission du ministre et du vice-ministre de l'Environnement et de l'eau ainsi que la démission de la présidence du Parlement. Quatre jours après, les activistes se sont mobilisés dans une « manifestation nationale contre les OGM » à Sofia, à Varna, à Plovdiv, à Roussé et dans d'autres villes. Deux pétitions ont parcouru tout le pays : l'une pour interdire le maïs hybride MON810 produit en Bulgarie par l'entreprise Monsanto¹ et l'autre contre plusieurs amendements de la loi sur les OGM². Les activistes ont aussi créé plusieurs groupes contre les OGM sur Facebook. Ces mesures se sont achevées par des manifestations en face du Parlement et les manifestants ont obtenu la promesse officielle de modifier la loi sur les OGM.

En moins de trois mois, la campagne la plus forte et ayant eu le plus de succès dans l'histoire

récente de la Bulgarie s'est emparée de l'opinion publique. Le Gouvernement a sanctionné, le 2 février 2011, une interdiction totale de cultiver le maïs génétiquement modifié MON810 remplaçant ainsi la loi prévue à l'origine qui ouvrait le pays aux OGM. Avec cette loi, approuvée grâce à l'initiative du ministre de l'Agriculture, Miroslav Naydenov, la Bulgarie devient le septième pays membre de l'Union européenne (UE) — après l'Autriche (1999), la Grèce (2005), la Hongrie (2006), la France (2008), le Luxembourg (2009) et l'Allemagne (2009) — qui impose une interdiction totale³.

Sites protégés et Natura 2000

NATURA 2000 est l'initiative la plus importante de l'UE pour la conservation de l'environnement et le développement durable des régions qui possèdent des sites naturels. Chaque État membre doit établir son propre réseau de sites naturels protégés qui préservera les paysages, la faune et la flore d'importance communautaire.

Les critères d'inclusion dans le réseau sont détaillés dans deux directives fondamentales de l'UE pour la protection de l'environnement : la Directive 92/43/CEE du Conseil pour la conservation des habitats naturels et de la flore et de la faune sauvage (la Directive « Habitats ») et la Directive 79/409/CEE du Conseil pour la conservation des oiseaux sauvages (la Directive « Oiseaux »).

1 Consulter : <forthenature.org/petitions/12/>.

2 Consulter : <grazhdani.eu/peticija.php?c=gmo>.

3 Droits humains des paysans. Nekazarien Eskubideak, *Bulgaria bans MON810 and will not support GM contamination of feed*, (février 2011), <www.derechoshumanosdelcampesinado.org/en/medioambiente/397-bulgaria-bans-mon810-and-will-not-support-gm-contamination-of-feed.html>.

Malheureusement beaucoup de ces sites ne sont protégés que sur le papier. Les bureaux du ministère de l'Environnement et de l'eau ont arrêté d'exécuter, dans plus de 300 cas, les procédures d'évaluation environnementale exigées pour les projets sur les sites de Natura 2000, sites marins aussi bien que montagneux.

Un bonne illustration de cela est la réponse officielle au projet d'agrandissement de la station de ski à Bansko, dans les montagnes Pirin. Si le projet aboutit, les pistes et les établissements de ski occuperont 11 % du parc national de Pirin, par rapport à l'occupation actuelle de 0,2 %. En plus des nouvelles pistes de ski le projet, commandé par la Municipalité de Bansko, prévoit plus d'hôtels, dont certains dans la montagne, un aéroport, un spa et un réseau routier⁴.

Lorsque le projet a été présenté en février 2011, il a été encensé par Tseko Minev, président de la Fédération bulgare de ski, directeur de la Première banque d'investissements et membre de la famille du concessionnaire de la station de ski, M. Yulen. Il a déclaré : « Promouvoir la Bulgarie en tant que destination pour les skieurs est plus important que les arguments écologistes populistes contre les stations touristiques de montagne. N'importe quelle critique contre la station de ski perd de sa vigueur face à la publicité que l'on peut faire à la Bulgarie en deux heures, deux jours de suite, dans le monde entier [avec la transmission de la Coupe du monde de ski alpin masculin]. Nous avons déjà écouté toutes les menaces qui demandent à Bruxelles d'entamer les procédures d'infraction »⁵.

Skier loin des responsabilités

En octobre 2009, la Commission européenne a entamé la procédure contre la Bulgarie pour avoir autorisé la construction dans la montagne de nouvelles pistes de ski, travaux entrepris par M. Yulen. Le

nouveau projet, beaucoup plus ambitieux et envahissant, comprend deux pistes de plus et un deuxième téléphérique. Les ministres du Développement régional et de l'économie ont généralement soutenu le développement régional et ces investissements mais « suivant des paramètres durables, qui respectent aussi bien les normes que la montagne »⁶. Vue la grandeur du projet, la réponse du Gouvernement si elle n'est pas hypocrite, est pour le moins ambiguë.

Il est clair que l'État est en train de soutenir les initiatives de M. Minev en lui offrant de généreuses subventions publiques dans une période de crise économique et de grandes compressions des budgets de la sécurité sociale. Le soutien de la population de la région, qui compte avec l'aide de l'administration locale et des entreprises intéressées, a étouffé les protestations des organisations écologistes.

Les turbines ou les oiseaux

Dans la région de Kaliakra prolifèrent les turbines éoliennes et les propriétés de vacances dans l'enceinte du site NATURA, en dépit des avertissements des écologistes dans le sens que leur construction détruit de façon irréversible les restes de la steppe de Dobruja et ses habitats d'oiseaux, et menace les routes migratoires des oiseaux. Encore une fois le Gouvernement – en particulier le ministère de l'Environnement et de l'eau – mais également les municipalités, ont choisi de sacrifier la nature aux intérêts des investisseurs.

Jusqu'à présent les investisseurs ont proposé 340 projets pour cette région ; certains d'entre eux ont déjà été construits sur le site protégé. L'un d'entre eux est le parc éolien, un coprojet entre l'entreprise bulgare Inos 1 et Mitsubishi Heavy Industries au Japon. Selon la Société bulgare pour la protection des oiseaux (BSPB selon son sigle en anglais) son montant est d'environ 250 millions d'euros. Les 35

turbines éoliennes troublent la migration des oiseaux et représentent une menace pour leur vie. Le parc a aussi détruit la steppe de la région, c'est pourquoi le ministère de l'Environnement et de l'eau a imposé une amende de 5 000 euros. Plus de 200 autres parcs éoliens sont prévus à Kaliakra ; le Gouvernement fonde son autorisation de construire dans un site protégé par sa volonté d'adhérer au Protocole de Kyoto et par son engagement pris avec l'UE de générer en 2020 au moins 16 % d'électricité par des sources renouvelables⁷.

Les écologistes, par contre, demandent depuis des années l'approbation d'une stratégie nationale pour le développement de ressources énergétiques renouvelables, qui comprendrait une évaluation environnementale obligatoire pour tous les projets de parcs éoliens. Jusqu'à présent aucune proposition de ce genre n'a été proposée.

Il est probable que l'UE lance deux autres procédures d'infraction contre la Bulgarie, l'une à cause des projets de Kaliakra et l'autre pour ne pas avoir protégé l'habitat des oiseaux sauvages. En fait, la Convention de Berne a déjà déposé un dossier sur les cas de Kaliakra. Celui-ci est un des six sites NATURA désignés (sur un total de 114) qui ont subi de graves dommages. Les autres sont le parc des Balkans centraux, la vallée du fleuve Lom, Rila, Pirin et les Rhodopes occidentales.

Lors d'un congrès appelé « Stratégies par secteurs pour attirer des investissements en Bulgarie », tenu en mai 2011, le Gouvernement a annoncé quels étaient les secteurs prioritaires pour le développement économique. La construction de routes et de pistes de ski en faisaient partie, avec l'agriculture, l'industrie des aliments et des boissons, les soins de santé et le secteur de l'eau. La question clé pour l'environnement est de savoir si le Gouvernement réussira à développer ces secteurs et en même temps stimuler le développement durable. ■

4 Radio Bulgarie, *Pirin National Park is again at the crossroads*, (17 mars 2011), <bnr.bg/sites/en/Lifestyle/MapOfBulgaria/Pages/1703PirinNationalParkisagainatacrossroads.aspx>.

5 Cité de M. Enchev, *Dnevnik*, (28 février 2011).

6 Ibid.

7 Osródek Studiów Wschodnich (OSW), *Bulgaria: the role of nuclear energy and renewable sources of energy emphasized in the country's energy strategy*, (2011), <www.osw.waw.pl/en/publikacje/ceweekly/2011-06-08/spis-tresci >